



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

**AFFAIRES DISCIPLINAIRES, BONIFICATIONS  
D'ANCIENNETÉ, ORGANISATION DU RAVITAILLEMENT,  
FORMATION PROFESSIONNELLE, BULLETINS OFFICIELS  
ET COLLECTION D'ARRÊTÉS ANTÉRIEURS À 1929**

**(Direction générale des contributions indirectes, 1885-1976)**

établi par Pauline Goma

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Conseil de discipline des auxiliaires.....	<a href="#">7</a>
Conseil de discipline des agents du service.....	<a href="#">7</a>
Demandes de majorations formulées au titre de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi n°51-1124 du 26 septembre 1951.....	<a href="#">9</a>
Formation et gestion des personnels du ministère.....	<a href="#">10</a>
Décret du 5 août 1929.....	<a href="#">10</a>
Tableaux d'avancement.....	<a href="#">11</a>

**Référence**

B-0083069/1 à B-0083099/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Affaires disciplinaires, bonifications d'ancienneté, organisation du ravitaillement, formation professionnelle, bulletins officiels et collection d'arrêtés antérieurs à 1929.

**Dates extrêmes**

1885-1976

**Noms des principaux producteurs**

Direction générale des contributions indirectes  
Direction générale des impôts

**Importance matérielle**

6 boîtes (62 cm) et 25 registres (40 cm) soit environ 1,02 mètre linéaire.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Ce fonds est le reliquat du classement du versement PH 166/22 versé au SAEF le 20/06/2022 par le service des ressources humaines de la DGFIP.

**Historique du producteur**

La direction générale des contributions indirectes provient de la transformation des droits réunis décidée par le décret du 21 mars 1804. Elle est réformée dès 1814. Elle est constituée d'une direction générale au niveau de l'administration du ministère des finances, et de services extérieurs à l'échelon départemental. En application d'un décret du 16 avril 1948, elle est absorbée par la direction générale des impôts (DGI) au sein du service des douanes. La principale mission de la DGI était fiscale, de l'établissement au recouvrement, contrôle et contentieux de l'impôt. Elle partageait son domaine de compétence avec les deux autres administrations fiscales, la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) et la Direction générale de la Comptabilité publique (DGCP). En 2008, la DGI et la DGCP

fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

La direction générale des Finances publiques (DGFIP, anciennement DGI) est une direction de l'administration publique centrale française qui dépend du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Elle participe à la gestion des finances publiques en France, en matière de dépenses et de recettes : la DGFIP gère la fiscalité de l'État français et des collectivités territoriales qui s'impose aux particuliers et aux entreprises, en définit les règles juridiques, en assure le recouvrement au moyen de son réseau territorial et en instruit les contentieux fiscaux. Elle pilote également la politique immobilière de l'État et assure la gestion patrimoniale des biens domaniaux, la gestion du cadastre et de la publicité foncière ; elle prend en charge le recouvrement des autres recettes publiques ; enfin, elle élabore, avec la direction du Budget, les procédures relatives au contrôle et au paiement des dépenses publiques, et assure la production, la qualité et la sincérité des comptes de l'État.

La DGFIP dispose de services centraux qui animent les missions des services déconcentrés en matière d'assiette et de recouvrement des impôts des particuliers, des entreprises et des collectivités locales, assurent la tenue des comptes des collectivités, le contrôle fiscal, le contentieux et la gestion du Domaine. L'organisation des services centraux de la DGFIP est calquée sur les missions de celle-ci. Elle comprend à la fois deux directions, direction de législation fiscale (DLF), la direction de l'Immobilier de l'État (DIE), et huit services, dont trois assurent les fonctions « supports » (gestion budgétaire, ressources humaines, informatique).

Ce versement a été transmis au CAEF par le service support des ressources humaines, qui est chargé de la définition et de la mise en œuvre des politiques des ressources humaines de la direction générale, en articulation avec les orientations ministérielles. A ce titre, il est chargé des politiques de recrutement, de formation professionnelle, de gestion prévisionnelle des compétences, de conditions de vie au travail, de rémunération et du dialogue social. Il assure la gestion dans ses aspects à la fois collectifs et individuels. Il comprend notamment deux sous-directions :

- la sous-direction des effectifs, des parcours et des compétences ;
- la sous-direction du dialogue social, de la réglementation et de la valorisation des ressources humaines.

La sous-direction des effectifs, des parcours et des compétences est chargée de la définition et du pilotage des politiques de recrutement et de formation. Elle assure la gestion des cadres supérieurs, des agents comptables et des cadres A ainsi que la gestion des personnels de catégories B et C. Elle contribue à la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

La sous-direction du dialogue social, de la réglementation et de la valorisation des ressources humaines est chargée de la définition et du pilotage du dialogue social, des politiques de rémunération, des questions juridiques et statutaires, du temps de travail et des conditions de vie au travail, ainsi que du conseil et de l'expertise juridique en matière d'actes de gestion des ressources humaines et de droit de la fonction publique. Elle assure le déploiement de la médiation interne. Elle traite les questions et procédures afférentes à la déontologie et à la discipline, assure la protection et la sécurité juridique des agents et instruit les contentieux en matière de personnel. Elle traite également les actions en réparation civile de l'État.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

**Mode de classement**

Thématique

**Présentation du contenu**

Ce fonds contient les procès-verbaux du Conseil de discipline, les bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance (loi n° 51-1124 du 26/09/1951), les bulletins officiels et arrêtés concernant les agents du service ainsi que l'organisation de la formation professionnelle. Enfin, les registres (minutiers) sont composés de listes retraçant les avancements des agents au cours de leur carrière ainsi que les notes et observations de l'Administration à leur sujet.

**Indexation**

Gestion du personnel

Recrutement

Résistance

Formation professionnelle

**B-0083069/1 - B-0083069/2**

Conseil de discipline des auxiliaires.

1940-1955

**B-0083069/1**

Élections des délégués du personnel pour tous les départements (1947, 1949, 1950, 1951, 1953, 1954, 1955) : listes de candidats, instructions de vote, bulletins de vote, procès-verbaux de dépouillement des bulletins, résultats de scrutin, rapports, notes.

1946-1955

**B-0083069/2**

Rapports à la Commission Paritaire Centrale (1952, 1953, 1954) : VAUCHEZ Gabriel, PARIS Emile, CORET François, RATTIER Gilbert, DESTRUEL Georges, PERRIN Roger, SAGET Raymond, GOGLU Pierre, BOUDEY Jean, DUMONT Yvonne, BONNET, MARGUET Philippe, BERNADAC Emile, THEILLERE Louis, ROEHRIG Emile, SIRVEN Pierre, VANTALON Marcelle, HAAS René, DUBAIL René, GAUTHIER Paul, MILLET William, LIDON Colette, BONCOEUR née MARY Paulette, LAFFITE Yvette, SCATENA Christiane, MAUGEIX Marcel, LEVERGE Félix, LEBOURGEOIS Charles, GUERIN Marie-Louise, LEPEZRON née CHAUDRON Olga, MARIE André, MAUNY Raymond, PETIT Octave, NATIVEL Rémy, SARDA Maurice, BRABANT Roger, CHAMBORT Roger, FARDEAU Emile, M. BOUCHET, COUEY Marcel (1954, 1952), LE BOZEC Marcel, M. VICAL, COMPAN Fernand, ROCHER Firmin (1954, 1953), TREDANIEL, COZIC François, NOVES Joseph, BEGAULT Etienne, MOREL Francis, CHATAIGNER Eugène, CHALANCON Jean, PERROT née VERRON Anne, CHASSAIGNE Jeanne, RAZON née GASTINGER Simone, BEAUDET Andrée, BASSET née MORIN Fanny, GAILLARD Jean, PASQUIER Pierre, DEHAYNIN, ELANA Albert, ROCHER, VIVENT Yves, SAGET, CAMBOU Charles, SEIGNE, ORIOL Gaston, PLAZANET, LEMAIRE, LOPINOT, TOURNIE, COURTOT, GARAUDY Henri, GAILDRAUD Fernand, DAUTHUILLE, DUCAMP Louis, ASTIER André, BOTTE, QUESNEL, GERARD Pierre, AUBERLET, VERGNET, PRUD'HOMME, THEODORE Arlette, GOUGELET Monique, SAIGNES Laure, TRIDAT, PRODHOMME Arlette, BELAIR, ESPERANCE Jean, PAUL Claude, BOISGONTIER Jacques, RICCIARDI Jeannine, MICHEL née DESMARTE Germaine, VIDAL Pierre, PIGNE André, BRUCHON Lucienne, PLESSIX Marcel, PASTE née BARBIER Edwige, BERANGER Andrée, PARSONNEAU, FANTON, CHRISTOPHE née FOMBELLE Simone, DELHOMME, BONNEMAIRE André, LUC, BOUDET, DELEMOTTE (plusieurs instances en 1952), M. RAILLAT (plusieurs instances en 1952), DASTOT Robert, ROUVIERE Paul, M. HUGOY, GRIMAL Louis, DELPRAT, GAUTIER, CAMY, MALARET Philippe, BLANC, LEGOUIC, VICAL, AUDIBERT, DUCHER Philippe, GROBET, CASTEX Jean, SIMON, MARTY Charlotte, FANTINI, BONNAVE née BRIAND Suzanne, MAGNIN, VUILLEMOT, MAJOLI, THEILLOU, DRIGET Marcel, OGEL, BRAUD Joseph, BORDES, Mme GRIMAL, DELESCLUSE Michel, PERROTEAU, FANTON Pierre).

1952-1954

**B-0083070/1 - B-0083071/8**

Conseil de discipline des agents du service : rapports au Directeur général.

1940-1945

**B-0083070/1**

ALRIC, BARDOU, BERNADET Roger, BERNARD François, BERTHOVIN, BILLET Hubert, BOYER Camille, CAZENAVE, CAZENAVE-LOUSTALET, CLERC, COMBES, CORNEC, DALMASSO Antonin, DEGEN Ferdinand, DEJEAN Pierre, FAURE Clément, GELEDAN, GOMOT Jean, HAMAIDE, LALANDRE,

LATTES Léopold, LEANNI Lucien, LELEU Maurice Charles, MAHILLON, MIEN Jean, MOREAU, QUESNEL, SCHEFFLER, SERROT, VAYSSETTES Georges.

1940

**B-0083070/2**

BILLES, BREARD André, CAZAJOUS Edouard, LECLERCQ Raymond, LUZEGE, MAUDUIT Robert, PRUDHOMME, RICHAUD, SCOTET Charles, SUPERVIELLE.

1940

**B-0083070/3**

BAILLON, CASSAGNE Louis, CHATENAY, CHEVALLIER, CHINAL, COLIN Louis, EVRARD, GIRAUDET, GRAVIÈRE Michel, GUERRE, KIBLEUR, LEVRIER, LOUSSAUT Henri, MARTY, OLLAGNIER Marcelin, PECQUERET, PERRIN, QUESNEL, RAYGOT, SCHWAB, SERANNE, THOUVENIN.

1940

**B-0083070/4**

CHAPPERT, JOURNE, ALLAIN Louis, BOILAIT, BONNEFOY, BORDES Jean, BROSSE, CHABEAU, CLOAREC Jacques, CORREGE, COT Pierre, CURT Louis, DELARBRE, FERMO, JACQUOT, JOURJON Marius Louis, LAGNIEZ Emile Octave, MIROUS, PENE Joseph, POINSOT Robert, PAUCHAIRET, CASTILLON, GARAIX, LAFFONT, SIDOU, ARNOUX, BAUDAT, BROUSSARD, CABOIS, CAZAJOUS Edouard, CHEVENEMENT, HOUDARD, LATTES Léopold, LELEU Maurice, MALAPERT Marcel, PETIT, POISSON Jean, RAOUL Pierre, RICHARD, RIO, SARRAT Pierre, SCOTET Charles, TEULADE, RIO.

1940-1941

**B-0083071/1**

BERNARD François, CATHLIN Pierre, CHAUD, CRUVELIER, DELPONT Henri, JEAN Léonce, LAURENT Pierre, LE GUEN Yves, MAGNE Jean, MAGRAL Pierre, MONTAGNAC, NIGOUL, PENE, SERROT Jean.

1942

**B-0083071/2**

BERDOT Louis, BLANCHON, BLASI Célestin, CHAPPELLE Noë, CHEVENEMENT, COT, IMBERT, LASVIGNES, MOULINE René, PELISSIE Pierre Jean Marie, ROUZAUD.

1942

**B-0083071/3**

CHOBERT Jules, CIEUTAT, DARLUT, DECLERCK Robert, GAYOUT Louis, GRANDADAM Marcel, IRISSOU, JACQUET Pierre, PENSEREAU Maurice, ROCHEBLAVE Georges, ROY René, YVENAT Charles.

1942

**B-0083071/4**

BAUDET, FABRIE, MONCEAUX; POISSON; BLONDEL Maurice, BORDES Jean, BOUAL, CHAMPEROUX, COATRINE Michel, COLIN Louis, FUCHS, HASCOET Emile, JOFFRE, LACOUR, LOUSSAUT Henri, NICOLAS Alexandre, TROISGROS Robert.

1942

**B-0083071/5**

AUDREZET Sylvain, BOULET Armel, BRECHET Casimir, DELARBRE Emilien, FIESCHI, GRANDADAM Marcel, LE GUILLOU Noël, LELEU Maurice, LEPLEUX Bernard, MAZEL Georges, PARIS Louis, PENE Joseph, RATTIER Gilbert, ROCHER, SOUYRIS Lucien, VERANE Paul, BANESSY Bonaventure, BARATE, DELAURENT, DURAND, FABARS Adrien, FAURE Clément, FROUTE, LAFFONT,



LANGLOIS, LECLERCQ Gérard, MAZEAU Pierre, NOYER, PLASSARD, SCOTET Charles, TROISGROS Robert, VERDIER, VINCENT Roger.

1942-1943

**B-0083071/6**

BOUCHER, DROUPY Maurice, LEVRIER Joseph, MAILLE Jean, MARQUANT, ROBERT Jean, SAGET, SIMON, VELAY ; ANDRIEUX, BUNLE Paul, CAZAUX Eric, DUBOIS Marcel, DUPUY, DURAND née BONET Marie-Rose, LASSON, LECUT Robert, LE PETIT, MARTY, MIQUEL Charles, MOREAU Marc, PAPON, PIQUEMAL Jean, PRUNET Maurice, ROQUES Charles, TAVERNE Jean, VALLON.

1943

**B-0083071/7**

CHABROUT Joseph, GARDES Edouard, MOUTIN Marcel, POINSOT Robert, POIRIER Jean, BARRAU, BERNET Antoine, BRUNELLE Henri, CANN, CHUBERT Jules, DUBOISSET, DUBROUILLET Antonin, FERRER Anselme, FOURMY, LARRIBEAU, LEDRANS Roger, MOREAU, ROBINET Paul, MERLE Faustin, BARRAQUE Jean, BELLOTTO Antonin, BOUVIE Louis, CHARDON, COUPIER, EVRARD, JEAN Léonce, LACOUR, LEGUIEL Marcel, LOUSSAUT Henri, MANACH, MAUPIN, OLMETA Pierre, RUMEAU Georges.

1943

**B-0083071/8**

CORNET veuve COUDERC Yvonne, BORIE, FERRERI Don Thomas, FRANCESCHI Augustin, FORESTIER Louis, GAUBERT, JUISHOMME, POINSOT Robert, PRATS, TEXIER Gaëtan, VICKEL Adrien, HOT Alfred, BILLEREAU, BRANCHARD, CASTANIER, CHARLET, DUBOIS Marcel, FLAMENT Lucien, FOURQUET Jean, RAYNAUD Marcel, ROUMIGUIERE, SCOTET Charles, VILLA, AUBRY, CANNAC, GARDES Edouard, GRAPPIN, HEBRARD, LE BOURRE, LE CLOIREC, LEGEAY, LEGUIEL, LUCAS, MALTETE, MENGUY, MONDY, PLASSARD Louis, RAFFAELI, RAYNARD, REVEL, VALLON.

1944-1945

**B-0083072/1**

Demandes de majorations formulées au titre de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°51-1124 du 26 septembre 1951 : ALMERAS Auguste Jules, ASTOUX René Lucien, BARTHELEMY Jean, BENEFICE Raymond Angelin, BOEZ Henri Pierre, CHADUC Roger Antoine, CHAPUIS Roger Claudius, CHAUMETTE Paul Jean Gérard, CHAUVEL Pierre Augustin Alexandre Marie, CHAVEROCHE Jean Marie, FELGEROLLES Camille, FRAISSE Guy Louis Pierre, GENNETEAU Lucien Jean-Marie, HERAULT Roger Robert, GUEGUEN Denis Jean, JUILLARD Armand André, KEROUEDAN Albert Yves Jacques Marie, TORRENT Auguste Célestin Noël. Plan de mobilisation de la Direction générale des contributions indirectes (1927-1940) : plan de sauvegarde contre le danger des bombardements aériens (évacuation des agents, listes des documents à sauvegarder et des locaux à évacuer), suspension des congés, constitution du bureau en temps de mobilisation, notes et correspondance concernant le rappel sous les drapeaux, notes sur la répartition des agents mobilisables et non-mobilisables, états des besoins en personnel des départements en temps de guerre, correspondance. Organisation du Ravitaillement (1897-1919) : mise à disposition des agents, propositions de récompense pour service rendu au Ravitaillement du Camp retranché de Paris, correspondance. Admission de fonctionnaires Vietnamiens aux Centres d'instruction professionnelle des Contributions directes et indirectes (1950-1951) : lettres de demande d'admission, copie d'examen de M. Dang-Trung-Man, note, correspondance. Bureau de la formation professionnelle et de l'organisation (1958-1959) : correspondance pour l'organisation d'un stage de formation aux techniques "Organisation

et Méthodes", notices descriptives de l'organisation des cours de perfectionnement à destination des agents.

1897-1959

**B-0083073/1-B-0083073/2**

Formation et gestion des personnels du ministère.

1929-1960

**B-0083073/1**

Centre des Hautes Études Administratives. - Sessions de formations à destination des agents du ministère des Finances (1949, 1955, 1956, 1958, 1959, 1960) : instructions pour l'organisation des cycles de travaux par le Centre, demandes d'admission et dossiers non-retenus (BAKOULINE Claude, BECHIKHI Abdelmoudjoud, BOULOGNE Marcel, DUFOUR Pierre Gustave, ROUCHEYROUX Pierre, RUMEAU Henri, SERS Yvan, VERDENET Pierre), arrêtés du Journal Officiel, notices, notes. Gestion de personnels : mise en position "sous les drapeaux" de DIRION Louis, liste des noms des agents des Contributions indirectes.

1949-1960

**B-0083073/2**

Direction du Personnel et du Matériel. - Décret du 1<sup>er</sup> juin 1929 : incorporation des dames employées de la taxe sur le chiffre d'affaire ayant appartenu à l'Enregistrement ; Décret du 27 mars 1929 : amélioration des traitements des entreposeurs de poudres et tabacs d'exportation ; décret du 31 octobre 1928 : modification des traitements des rédacteurs, des vérificateurs, des contrôleurs de la garantie et des surnuméraires ; décret du 4 août 1928 : rémunération des préposés à la vente directe des tabacs de luxe à Paris ; décret du 6 avril 1928 : fixation des nouveaux traitements des commis principaux, commis et dames employées du service départemental ; décret du 22 octobre 1927 : fixation des nouveaux traitements et des classes du personnel du service départemental des Contributions indirectes, modalités de recrutement et inscription aux tableaux spéciaux des agents victimes d'un accident grave, circulaire n°330 du 24 octobre 1927 ; décret du 22 mai 1927 : changement d'appellation des emplois d'inspecteur (inspecteur principal), préposé principal et préposé (commis principal et commis) ; décret du 8 février 1927 : suppression de la 5<sup>ème</sup> classe de rédacteur et modifications associées ; décret du 31 décembre 1926 : modification de l'échelle de traitement des agents (directeurs, entreposeurs spéciaux des tabacs, receveurs principaux, receveurs entreposeurs et sédentaires, entreposeurs des tabacs d'exportation et des poudres à feu) ; décret du 13 octobre 1926 : modification du traitement des vérificateurs, contrôleurs et rédacteurs ; décret du 7 septembre 1926 : modification des modalités d'élection des délégués du personnel ; décret du 6 juillet 1926 : modification des articles 6, 16, 19 et 29 du décret du 5 août 1923 concernant le recrutement d'agents temporaires et de vérificateurs, ainsi que l'avancement des rédacteurs et commis du service des contributions indirectes ; décret du 26 janvier 1926 : fixation des nouveaux traitements des agents du service départemental des Contributions indirectes ; décret du 28 octobre 1925 (les receveurs buralistes fonctionnaires sont soumis, en matière de discipline, aux règles édictées par les articles 49 à 55 du décret du 5 août 1923 et forment la 9<sup>ème</sup> Catégorie) ; décret du 23 octobre 1925 : création d'une direction à Valenciennes ; décret du 28 mars 1924 : modification du traitement accordé aux comptables sédentaires issus du grade de contrôleur ; décret du 5 août 1923 : refonte du décret du 12 mars 1909 portant organisation du service départemental des Contributions indirectes.

1923-1959

**B-0083074/1**

Décret du 5 août 1929 : réorganisation des cadres des Contributions indirectes et arrêtés fixant les programmes et règles des concours et examens, le mode d'élection des délégués

des agents du cadre principal à la Commission départementale et le mode d'élection des délégués au Conseil de discipline. Organisation de l'avancement et reclassement des agents de la DGI : tableau des propositions de reclassement en faveur des agents de constatation admis aux concours réservés et bénéficiaires de l'ordonnance du 15 juin 1945, lignes d'avancement des agents, notes sur les reclassements et avancements accordés entre 1944 et 1947 aux commis et aux agents de constatation, note fixant les règles à adopter pour la confection du tableau supplémentaire d'avancement établi au titre de l'année 1951, lettre au directeur général des impôts, résultats de l'examen de fin de stage de la promotion 1946-1947, nombre d'inspecteurs-adjoints en fonctions dans le département de la Seine au 20 juin 1947, rapport au conseil d'administration et tableau au sujet de l'avancement au titre de l'année 1954 du personnel mécanographe sur machines à cartes perforées.

1929-1954

**B-0083075/1-B-0083076/1**

Tableaux d'avancement des agents de constatation de la DGI, catégorie C, 5<sup>e</sup> échelon (dates de l'avancement).

1972-1975

**B-0083075/1**

1<sup>er</sup> mars 1972 - 1<sup>er</sup> septembre 1973

**B-0083076/1**

16 septembre 1973 - 1<sup>er</sup> juillet 1975

**B-0083077/1-B-0083078/1**

Tableaux d'avancement des agents de constatation de la DGI, catégorie C (dates de l'avancement).

1974-1976

**B-0083077/1**

4<sup>e</sup> échelon, 01/01/1975 au 01/01/1976.

**B-0083078/1**

3<sup>e</sup> échelon, 01/01/1974 au 01/01/1975

**B-0083079/1 à B-0083099/1**

Tableaux supplémentaires d'avancement par statut, tableaux de reclassement.

1885-1954

Sauf signalement : les dates extrêmes sont les années de naissance des agents.

**B-0083079/1**

Commis principaux de 1<sup>ère</sup> classe admis à l'examen d'aptitude du 19 décembre 1946 pour l'emploi d'agent de constatation.

1888-1913

**B-0083080/1**

Commis issus des concours réservés, reclassés avec le concours normal du 17 décembre 1942 et du 2 mai 1946.

1910-1924

**B-0083081/1**

Commis issus du concours normal du 2 mai 1946 et élevés à la classe supérieure, commis issus des concours réservés.

1900-1925

**B-0083082/1**

Commis issus du concours normal du 2 mai 1946 et élevés à la classe supérieure.

1900-1924

**B-0083083/1**

Agents des cadres complémentaires titularisés par arrêté ministériel du 19 avril 1951 et élevés à la classe supérieure.

1888-1927

**B-0083084/1**

Agents principaux de constatation de l'examen d'aptitude du 19 décembre 1946, inspecteurs-adjoints élevés à la classe supérieure ; agents de constatation et commis bénéficiaires de rappels de service militaires, de service FFI (Forces françaises de l'intérieur) et de temps de déportation.

1885-1922

**B-0083085/1**

Agents de constatation issus des concours réservés, reclassés avec les concours du 5 février 1942 et du 24 mai 1945.

1910-1924

**B-0083086/1**

Agents de constatation issus des concours réservés et élevés à la classe supérieure.

1911-1924

**B-0083087/1**

Agents de constatation issus des concours externe et interne des 20 juin 1950 et 23 juin 1950.

1897-1929

**B-0083088/1**

Agents de constatation de 1<sup>er</sup> échelon ayant bénéficié d'un rappel de services militaires, concours des 20 et 23 juin 1950.

1903-1929

**B-0083089/1**

Reclassement des agents de constatation issus des concours réservés.

1911-1924

**B-0083090/1**

Avancement des inspecteurs adjoints, 1948.

1905-1925

**B-0083091/1**

Agents principaux et agents de constatation de l'année 1946, agents bénéficiaires de l'ordonnance du 15 juin 1945, agents et commis bénéficiaires de rappels de services militaires, commis principaux ayant satisfait aux épreuves pour l'emploi d'agent principal de constatation.

1887-1922

**B-0083092/1**

Agents principaux et agents de constatation, agents bénéficiant de rappels de services militaires, 1947.

1894-1923

**B-0083093/1**

Agents principaux et agents de constatation de l'année 1947, élevés à la classe supérieure.

1895-1923

**B-0083094/1**

Agents de constatation élevés à la classe supérieure, 1948.

1910-1924

**B-0083095/1**

Agents principaux de constatation et agents de constatation élevés à la classe supérieure, 1948.

1890-1922

**B-0083096/1**

Agents principaux de constatation, 1948.

1890-1919

**B-0083097/1**

Agents de constatation et agents principaux de constatation, 1949.

1887-1924

**B-0083098/1**

Stagiaires à nommer contrôleurs (années des concours).

1936-1951

**B-0083099/1**

Tableau d'avancement du personnel technique du Centre national mécanographique (année de l'avancement).

1954